

Le contrat d'usage est-il autorisé dans le secteur HORECA au Luxembourg ?

Réponse courte

Le **contrat d'usage** tel qu'il existe en droit français **n'existe pas** en droit luxembourgeois. L'article L.122-1 du Code du travail prévoit bien des cas de recours au CDD pour des emplois où il est d'usage constant de ne pas recourir au CDI, mais cette disposition renvoie à un **règlement grand-ducal** qui n'a pas été pris pour le secteur HORECA.

Dans le secteur HORECA, le recours au CDD reste possible uniquement dans les cas limitativement énumérés à l'article L.122-1 — ce qui diffère du droit commun français où le CDD d'usage permet une flexibilité bien plus large dans les secteurs listés. Le **CDI reste la norme** au Luxembourg, y compris dans l'HORECA.

Définition

Le **contrat d'usage** est un concept juridique français (art. L.1242-2-3° du Code du travail français) permettant de conclure des CDD successifs dans certains secteurs d'activité, dont l'HORECA, sans limitation de nombre ni justification particulière.

En droit luxembourgeois, cette notion n'a **pas d'équivalent opérationnel** : l'article L.122-1 §2 point 3 mentionne les emplois d'usage constant mais renvoie à un règlement grand-ducal qui n'a pas été édicté pour le secteur HORECA.

Conditions d'exercice

L'absence de contrat d'usage impose le respect strict des règles générales du CDD.

Condition	Détail
CDI = norme	Le CDI est le contrat de droit commun, y compris dans l'HORECA
CDD autorisé	Uniquement dans les cas de l'article <u>L.122-1</u> (remplacement, saison, accroissement temporaire)
Pas de CDD d'usage HORECA	Aucun règlement grand-ducal n'autorise le CDD d'usage dans l'HORECA
Durée max CDD	24 mois, renouvellements inclus (art. <u>L.122-3</u>)
Renouvellement	2 renouvellements maximum (art. <u>L.122-3</u>)
Requalification	CDD non conforme = requalification en CDI par le tribunal du travail

Modalités pratiques

L'employeur HORECA doit recourir aux mécanismes légaux existants pour gérer la flexibilité.

Outil	Détail
CDD saisonnier	Pour les activités liées au rythme des saisons (art. L.122-1 §2 point 2)
CDD remplacement	Pour remplacer un salarié absent (art. L.122-1 §2 point 1)
CDD accroissement	Pour un accroissement temporaire et exceptionnel d'activité (art. L.122-1 §2 point 5)
Intérim	Travail intérimaire via une agence agréée pour des besoins ponctuels
Contrat étudiant	Pendant les vacances scolaires (art. L.151-1 et s.)
Période de référence	Flexibilité horaire via le POT selon la taille de l'entreprise (art. L.212-3)

Pratiques et recommandations

Ne jamais invoquer le contrat d'usage comme motif de recours au [CDD](#) dans l'HORECA au Luxembourg, car ce fondement juridique est inexistant.

Identifier le motif légal précis parmi les cas de l'article [L.122-1](#) avant toute embauche en CDD.

Privilégier la flexibilité horaire offerte par les périodes de référence HORECA plutôt que la multiplication de CDD pour absorber les pics d'activité.

Documenter systématiquement le motif de recours au CDD dans le contrat écrit pour prévenir tout risque de requalification.

Consulter un juriste en droit luxembourgeois si l'entreprise est habituée aux pratiques françaises du CDD d'usage, car les règles diffèrent fondamentalement.

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. L.122-1 du Code du travail	Cas limitatifs de recours au CDD
Art. L.122-3 du Code du travail	Durée maximale et renouvellement du CDD
Art. L.122-4 du Code du travail	Mentions obligatoires du CDD
Art. L.212-1 du Code du travail	Champ d'application des règles HORECA
Art. L.212-3 du Code du travail	Périodes de référence flexibles HORECA

La confusion entre droit français et droit luxembourgeois est fréquente dans les entreprises HORECA transfrontalières. Le CDD d'usage français n'a aucune base légale au Luxembourg. Tout CDD sans motif valable sera requalifié en CDI avec effet rétroactif.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.